

Appel à Communication : Le vivre-ensemble au prisme de l'économie politique

Zoé Evrard (CRISP)

Loris Gathy (ULiège)

Aurélien Goutsmedt (UC Louvain)

Tiago Ramalho Moreira (ULB)

Dealan Riga (ULiège)

Le champ de l'économie politique propose des outils analytiques permettant d'analyser des questions fondamentales pour nos sociétés et qui touchent de près à la notion de "vivre-ensemble" : quelles régulations nationales et internationales dans des systèmes économiques globalisés et interdépendants ? Comment penser ces régulations dans un régime économique concurrentiel, alors même que nous faisons face à des défis communs, à commencer par la catastrophe climatique ? Comment prendre en compte les conséquences distributives des politiques économiques, et concilier efficacité et légitimité démocratique ? Quelles tensions entre capitalisme, écologie et démocratie ?

Prenant la notion de vivre-ensemble, au centre de l'appel à contribution de l'ABSP, comme point de départ, ce panel interroge ce que le chercheur en économie politique peut faire face à ces questions cruciales situées au carrefour de l'économie et de la politique. Nous sommes convaincus que la diversité des objets de recherche de l'économie politique ainsi que le pluralisme théorique et méthodologique de ce champ disciplinaire permettra un dialogue riche avec d'autres champs de la science politique. Dans cette perspective, une large diversité de propositions semble possible, mais nous proposons d'organiser le panel autour de trois axes de réflexions.

1. L'Etat investisseur et les nouveaux financements de l'économie

Suite à la pandémie de Covid-19, puis au retour de l'inflation depuis l'automne 2021, les initiatives étatiques et interétatiques se sont multipliées pour relancer l'économie puis pour limiter les risques inflationnistes. En Europe, les États membres de l'UE se sont mis d'accord sur la mise en action du plan de relance "*Next Generation EU*". Au-delà de son ampleur inédite (750 milliards), sa nouveauté vient de son mode de financement, puisqu'il autorise l'UE à emprunter en son nom propre sur les marchés de capitaux. Aux Etats-Unis, l'adoption par le congrès de l'*Inflation Reduction Act (IRA)* à l'été 2022 semble également représenter une évolution majeure quant au rôle que l'Etat se donne dans le financement de l'économie et dans la politique industrielle. Au-delà d'un ensemble de mesures devant limiter l'inflation, l'*IRA* met en place un plan d'investissement massif pour lutter contre le réchauffement climatique et assurer l'indépendance énergétique des Etats-Unis.

Face à ces initiatives d'ampleur, un ensemble d'interrogations émerge : Comment caractériser ces plans d'action étatiques dans la gestion du financement de l'économie ? Est-ce le retour de l'Etat dans un rôle d'investisseur et de planificateur ? Dans le même temps, la place donnée aux incitations et à l'encadrement des activités du secteur privé pourrait amener à penser que les Etats et les institutions publiques se maintiennent dans un rôle de régulation et de création d'un environnement stable pour le bon fonctionnement de l'économie de marché, dans une perspective néolibérale/ordolibérale. Dans cette perspective, l'Etat fait appel au capital privé, notamment via des incitations, pour réaliser les priorités des politiques publiques en jouant sur le risque et le rendement des investissements privés (*Derisking State*, Gabor 2022). Dès lors, le caractère novateur de ces politiques et la rupture qu'elles introduisent en comparaison des dernières décennies serait à relativiser.

2. La gouvernance économique européenne

La succession de crises économiques affectant l'Europe a conduit à une importante politisation et remise en question des normes, des logiques et même des instruments de gouvernance économique européenne (Houde et al. 2023). Depuis la crise financière de 2008, un ensemble de tabous a été à la fois érigé et brisé à propos de ce que différents acteurs européens peuvent et doivent faire pour gouverner une économie vulnérable à des crises multiples. Cela se manifeste notamment dans le transfert d'autorité budgétaire, dans le durcissement, puis l'assouplissement de l'austérité, dans la création d'une union bancaire, dans l'évolution de l'étendue du mandat et des pouvoirs de la Banque Centrale Européenne, ou même dans les débats sur l'union des marchés de capitaux. Dans ses relations avec l'extérieur, la conception qu'a l'Union Européenne de sa politique extérieure et de sa place dans la gouvernance économique mondiale est également en cours de mutation. Les discours et les pratiques européennes semblent embrasser une logique de politique économique se voulant plus adaptée aux incertitudes internationales. La littérature académique transcrit ce constat à travers les concepts de « géopoliticisation » de la politique économique européenne (Meunier et Nicolaidis 2019) ou plus largement de « *weaponization* » de l'économie internationale (Hopewell 2022). La réponse à la pandémie n'a fait qu'accélérer fortement ces processus de changement.

Mais comment la gouvernance économique européenne change-t-elle ? Quels sont les acteurs clés de ce processus de mutation de la gouvernance économique européenne ? Comment les différent(e)s institutions, acteurs, groupes d'intérêts s'adaptent à cette évolution ? Avec ces questionnements, nous cherchons à comprendre empiriquement quel type de changement nous pouvons réellement observer dans les règles, les instruments, voire les institutions qui structurent l'économie politique européenne. Mais nous cherchons aussi à faire avancer nos cadres théoriques pour mieux comprendre à la fois les causes et les conséquences de ces reconfigurations.

3. Economie politique de la transition écologique

La question de la transition écologique au sein de l'Union européenne s'est accentuée en 2019 avec l'adoption du pacte vert pour l'Europe, qui fixe comme objectifs la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030, et la neutralité carbone d'ici 2050. La Crise du COVID-19 s'est également présentée comme une opportunité d'accélérer cette transition écologique, puisque les plans de relance nationaux de chaque Etat devaient obligatoirement accorder au moins 37% des dépenses à des mesures portant sur l'action climatique.

L'Union européenne insiste donc sur l'urgence des enjeux écologiques et souhaite par la même occasion devenir pionnière en matière de transition verte. Cependant, la question même du financement de ces mesures devient centrale dans la stratégie de l'UE et de ses États membres. En effet, la gouvernance budgétaire européenne est elle-même bâtie sur une orthodoxie budgétaire limitant inévitablement les marges de manœuvre que possède l'UE et les Etats membres dans la réalisation des investissements nécessaires à la transition écologique. Cet axe de réflexion propose dès lors de se questionner sur les différentes mesures et politiques économiques prises au sein de l'UE et des Etats membres afin de rendre possible l'atteinte des objectifs du pacte vert. Quelles sont et seront les mesures prises en termes de verdissement de la fiscalité et du développement d'outils budgétaires censés capter des investissements considérés comme "verts" de la part des marchés financiers ? Comment l'Union européenne est-elle donc amenée à s'adapter afin d'assurer une transition écologique qu'elle ne peut financer à elle seule ?

4. Détails de soumission

Les propositions de communication, comportant un résumé du propos et une description des méthodes employées (**300 mots maximum**), devront être envoyées à Aurélien Goutsmedt (aurelien.goutsmedt@uclouvain.be) au plus tard le 15 octobre 2023.

Bibliographie

- Gabor, Daniela. 2023. The (European) Derisking State. *SocArXiv*, 15 mai 2023.
- Hopewell, Kristen. 2022. Beyond US-China Rivalry: Rule Breaking, Economic Coercion, and the Weaponization of Trade.
- Houde, Anne-Marie, Thomas Laloux, Morgan Le Corre Juratic, Heidi Mercenier, Damien Pennetreau, et Alban Versailles. 2023. *The Politicization of the European Union: From Processes to Consequences*. Bruxelles : Editions de l'Université Libre de Bruxelles.
- Meunier, Sophie et Nicolaidis, Kalypso. 2019. The geopoliticization of European trade and investment policy. *Journal of Common Market Studies*, 57.

Call for contribution: Recent perspectives in political economy

Zoé Evrard (CRISP)

Loris Gathy (ULiège)

Aurélien Goutsmedt (UC Louvain)

Tiago Ramalho Moreira (ULB)

Dealan Riga (ULiège)

The field of political economy offers key analytical tools for understanding a range of questions that are fundamental to our societies, and which touch closely on the notion of living together: what national and international regulations are needed for globalized and interdependent economic systems? How can we think about these regulations in a competitive economic regime, at a time when we are facing common challenges, such as the climate catastrophe? How can we take account of the distributive consequences of economic policies, and reconcile their effectiveness with their democratic legitimacy? How can we manage the latent tensions between capitalism, ecology and democracy?

What can political economy researchers do to address these crucial questions? Following the path mapped out by the ABSP's call for papers, this panel aims to examine the notion of living together and the role of the political scientist in the face of these questions, through the prism of the tools and reflections of political economy. We are convinced that the diversity of political economy's research objects, as well as the theoretical and methodological pluralism of this disciplinary field, will enable a rich dialogue with other fields of political science.

With this in mind, a wide range of proposals seems possible, but we propose to organize the panel around three lines of thought.

1. The investor state and the new ways of financing the economy

In the wake of the Covid-19 pandemic and the return of inflation since autumn 2021, state and inter-state initiatives have multiplied in order to revive the economy and limit inflationary risks. In Europe, EU member states have agreed to implement the "Next Generation EU" stimulus plan. In addition to its unprecedented scale (750 billion euros, i.e. more than Belgium's GDP), the plan's novelty lies in the way it is financed, since it authorizes the EU to borrow on the capital markets in its own name. In the United States, the adoption by Congress of the Inflation Reduction Act (IRA) in the summer of 2022 also seems to represent a major evolution in the role the State is taking on in financing the economy and in industrial policy. In addition to a series of measures designed to limit inflation, the IRA puts in place a massive investment plan to combat global warming and ensure America's energy independence.

Faced with these large-scale initiatives, a number of questions emerge: Is this the return of the state to the role of investor and planner? How can we characterize these state action plans for managing the financing of the economy? At the same time, the emphasis placed on incentives and supervision of private-sector activities could lead us to believe that states and public institutions are maintaining their regulatory role and creating a stable environment for the smooth running of the market economy, from a neoliberal/ordoliberal perspective. In this perspective, the state calls on private capital, notably through incentives, to achieve public policy priorities by playing on the risk and return of private investment (*Derisking State*, Gabor 2022). The innovative nature of these policies and the break with the past few decades should therefore be put into perspective.

2. European economic governance

The succession of economic crises affecting Europe has led to a significant politicization and questioning of the norms, logics and even instruments of European economic governance (Houde et al. 2023). Since the 2008 financial crisis, a series of taboos have been both erected and broken concerning what different European actors can and should do to govern an economy vulnerable to multiple crises. This can be seen, for example, in the transfer of budgetary authority, in the tightening and then easing of austerity, in the creation of a banking union, in the evolving scope of the European Central Bank's mandate and powers, or even in the debates on capital market union. In its relations with the outside world, the European Union's conception of its foreign policy and of its place in global economic governance is undergoing change. European discourse and practice seem to embrace an economic policy rationale that is more attuned to international uncertainties. Academic literature describes this as the "geopoliticization" of European economic policy (Meunier and Nicolaidis 2019) or, more broadly, the "weaponization" of the international economy (Hopewell 2022). The response to the pandemic has only greatly accelerated these processes of change.

But how is European economic governance changing? Who are the key players in this process of change in European economic governance? How are the various institutions, players and interest groups adapting to this evolution? With these questions, we seek to understand empirically what kind of change we can actually observe in the rules, instruments and even institutions that structure the European political economy. But we also seek to advance our theoretical frameworks to better understand both the causes and consequences of these reconfigurations.

3. The political economy of ecological transition

The issue of ecological transition within the European Union was accentuated in 2019 with the adoption of the European Green Deal, which sets as its objectives the reduction of greenhouse gas emissions by at least 55% by 2030, and carbon neutrality

by 2050. The COVID-19 crisis also presented an opportunity to accelerate this ecological transition, as each country's national recovery plans had to allocate at least 37% of spending to climate action measures.

The European Union is therefore emphasizing the urgency of ecological issues, and at the same time wants to become a pioneer in green transition. However, the very question of how to finance these measures is becoming central to the strategy of the EU and its member states. Indeed, European budgetary governance is itself built on budgetary orthodoxy, which inevitably limits the leeway available to the EU and its member states to make the investments required for the ecological transition. This line of thinking therefore proposes to examine the various economic measures and policies taken within the EU and its member states to make it possible to achieve the objectives of the Green Deal. What measures have been and will be taken to make taxation greener and to develop budgetary tools designed to attract investments considered "green" by the financial markets? How will the European Union adapt to ensure an ecological transition it cannot finance on its own?

4. Submission details

Proposals for papers, including a summary of the topic and a description of the methods used (**300 words maximum**), should be sent to Aurélien Goutsmedt (aurelien.goutsmedt@uclouvain.be) by October 15, 2023 at the latest.

References

- Gabor, Daniela. 2023. The (European) Derisking State. *SocArXiv*, 15 mai 2023.
- Hopewell, Kristen. 2022. Beyond US-China Rivalry: Rule Breaking, Economic Coercion, and the Weaponization of Trade.
- Houde, Anne-Marie, Thomas Laloux, Morgan Le Corre Juratic, Heidi Mercenier, Damien Pennetreau, et Alban Versailles. 2023. *The Politicization of the European Union: From Processes to Consequences*. Bruxelles : Editions de l'Université Libre de Bruxelles.
- Meunier, Sophie et Nicolaidis, Kalypso. 2019. The geopoliticization of European trade and investment policy. *Journal of Common Market Studies*, 57.